Liaison Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 janvier 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant certaines modalités d'application et d'exécution de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers de la force navale", a donné en sa séance du 6 février 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e Januari 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van zekere toepassings- en uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van de zeemacht", heeft ter zitting van 6 Februari 1952 het volgend advies gegeven :

L'intention du Gouvernement, par l'article 8 du projet, est de charger le conseil d'enquête créé par l'arrêté royal du 27 septembre 1935 pour donner son avis sur des propositions de radiation du corps des sous-officiers de carrière, de donner son avis sur des propositions de démission d'office du corps des sous-officiers de carrière de la force navale.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'introduire dans le projet des dispositions de nature à adapter la composition du conseil d'enquête aux exigences propres à la force navale. Il propose un texte à cette fin.

\+

\+ \+

L'article 9 du projet rend applicable aux sous-officiers de la force navale l'arrêté royal du 25 octobre 1950 créant la Commission militaire d'aptitude et de réforme et la Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cet arrêté royal ne peut être appliqué tel quel à la force navale; les dispositions de la loi du 9 juillet 1951 relatives à la mise en non-activité pour motif de santé et à la mise à la réforme ne donnent pas, en effet, à la commission médicale la même compétence que les dispositions similaires de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers.

.../...

Le Conseil d'Etat propose un texte qui donne à cette commission la compétence prévue par la loi.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A L'EXECUTION DE LA LOI DU 9 JUILLET 1951 PORTANT STATUT DES SOUS-OFFICIERS DES CADRES ACTIFS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, notamment les articles 2, 4, 8, 9, 11, 13, 18 et 21;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1950 créant la Commission militaire d'aptitude et de réforme et la Commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel, notamment l'article 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Les épreuves de sous-officier dont il est question à l'article 2, 1°, de la loi du 9 juillet 1951 comportent :

1° une épreuve de formation générale déterminée par le Ministre de la Défense nationale;

2° une épreuve portant sur les connaissances militaires et professionnelles nécessaires pour exercer un emploi de quartier-maître; le Ministre de la Défense nationale détermine pour chacune des catégories le programme de cette épreuve.

§ 2. Les épreuves linguistiques dont il est question à l'article 2, 2°, de la même loi comportent :

1° l'épreuve prévue à l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° pour les membres du personnel navigant, une épreuve au cours de laquelle ils doivent justifier de la connaissance suffisante de la seconde langue nationale pour comprendre les commandements à la mer.

Le Ministre de la Défense nationale règle l'organisation de ces épreuves.

§ 3. Le candidat sous-officier doit obtenir la moitié des points dans chacune des épreuves prévues aux §§ 1er et 2.

.../...

§ 4. Sont exemptés de l'épreuve prévue au § 1er, 1°, les candidats porteurs d'un certificat de fin d'études moyennes du degré inférieur ou d'études équivalentes déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Article 2.-

§ 1er. L'examen dont il est question à l'article 4, 2°, de la loi du 9 juillet 1951 est subi à la fin des cours organisés dans les corps et porte sur les matières communes aux programmes de la classe de 4ème des athénées royaux et de la 3ème année des écoles moyennes de l'Etat.

§ 2. Les épreuves professionnelles dont il est question à l'article 4, 3°, de la même loi portent sur les connaissances militaires et professionnelles nécessaires pour exercer un emploi de maître; le Ministre de la Défense nationale détermine pour chacune des catégories et spécialités le programme de cette épreuve.

Le sous-officier dont l'avancement dans l'emploi qu'il occupe est limité au grade de quartier-maître est soumis à une épreuve professionnelle spéciale dont le programme est déterminé par le Ministre de la Défense nationale.

§ 3. Le candidat sous-officier de carrière doit obtenir la moitié des points dans chacune des épreuves prévues aux §§ 1er et 2.

§ 4. Le temps de navigation dont il est question à l'article 4, 4°, de la même loi est fixé à un minimum de douze mois.

.../...

Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale peut, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, admettre le sous-officier rendu à la vie civile par application de l'article 8 de la loi du 9 juillet 1951, dans les cadres de réserve, avec son grade et son ancienneté.

Article 4.-

Pour autant que les nécessités du service l'exigent, les sous-officiers de la force terrestre et de la force aérienne peuvent être admis dans le corps des sous-officiers de carrière de la force navale aux conditions prévues à l'article 4 de la loi du 9 juillet 1951. Ils y sont admis avec leur grade et leur ancienneté et prennent rang à la suite des sous-officiers de grade équivalent et de même ancienneté.

Article 5.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale peut, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, admettre le sous-officier qui a obtenu sa démission honorable en application de l'article 11 de la loi du 9 juillet 1951, dans les cadres de réserve, avec son grade et son ancienneté.

§ 2. Sur demande de l'intéressé, le Ministre de la Défense nationale peut réintégrer dans un emploi disponible des cadres actifs le sous-officier

.../...

qui a obtenu sa démission honorable, s'il est reconnu moralement et physiquement apte, s'il est favorablement noté par ses anciens chefs hiérarchiques et s'il a obtenu sa démission depuis moins de deux ans.

Ce sous-officierest soumis au régime des rengagements et ne participe plus à l'avancement.

Article 6.-

§ 1er. L'arrêté royal du 27 septembre 1935 relatif à la constitution d'un conseil d'enquête chargé d'émettre son avis au sujet des propositions de radiation du corps des sous-officiers de carrière, est applicable au conseil d'enquête prévu par l'article 13 de la loi du 9 juillet 1951, sous les modifications prévues aux paragraphes suivants.

§ 2. Ce conseil fonctionne en principe au siège de l'état-major du corps et est composé de la manière suivante :

- un capitaine de corvette ou un major, président;
- un lieutenant de vaisseau ou un capitaine;
- un enseigne ou un lieutenant;
- deux sous-officiers de carrière plus élevés en grade ou plus anciens que l'inculpé, choisis, sauf impossibilité, dans le corps dont l'inculpé fait partie.

L'enseigne, le lieutenant ou un des sous-officiers, au choix du président, assume les fonctions de secrétaire.

Les officiers et sous-officiers sont désignés à tour de rôle.

.../...

§ 3. Dans aucun cas, ne peuvent faire partie du conseil :

a) l'officier commandant le bâtiment de mer ou l'unité administrative dont fait partie le sous-officier mis en cause;

b) les officiers sous les ordres directs et immédiats desquels se trouve placé l'inculpé;

c) l'officier ou le sous-officier qui aurait, le cas échéant, signalé l'infraction ayant provoqué la punition qui a amené l'inculpé devant le conseil d'enquête;

d) les parents ou alliés du sous-officier inculpé.

§ 4. Lorsqu'il est impossible de trouver dans les forces armées deux sous-officiers plus anciens que l'intéressé, le ou les sous-officiers membres du conseil d'enquête sont remplacés par un ou deux sous-lieutenants (aspirants) ou lieutenants (enseignes) désignés par le Ministre de la Défense nationale; ils sont choisis de préférence parmi les anciens membres du corps des sous-officiers de carrière.

Article 7.-

L'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950 est complété par la disposition suivante :

"9° donner son avis sur les propositions de mise en non-activité pour motif de santé ou de mise à la réforme des membres du corps des sous-officiers de carrière de la force navale.".

Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le tableau d'ancienneté des sous-officiers de la force navale, après avoir pris l'avis d'une commission composée de cinq officiers qu'il choisit dans les trois forces.

Article 9.-

Le présent arrêté, à l'exception des articles 6 et 7, sort ses effets le 1er février 1946.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Door artikel 8 van het ontwerp wil de Regering de onderzoeksraad, ingesteld bij koninklijk besluit van 27 September 1935 om advies uit te brengen nopens de voordrachten tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren, er mede belasten advies te geven over voordrachten tot ontslag van ambtswege uit het korps der beroepsonderofficieren van de zeemacht.

De Raad van State is van advies dat in het ontwerp bepalingen dienen te worden opgenomen om de samenstelling van de onderzoeksraad aan de vereisten, eigen aan de zeemacht, aan te passen. Hij stelt een tekst in die zin voor.

\+

\+ \+

Artikel 9 van het ontwerp maakt op de onderofficieren van de zeemacht toepasselijk het koninklijk besluit van 25 October 1950 tot instelling van de Militaire Commissie inzake geschiktheid en reform en van de Militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform.

De Raad van State is van advies dat dit koninklijk besluit niet ongewijzigd op de zeemacht kan worden toegepast, daar de bepalingen van de wet van 9 Juli 1951, die betrekking hebben op het stellen op non-activiteit om gezondheidsredenen en het stellen op reform, aan de geneeskundige commissie niet dezelfde bevoegdheid verlenen als de gelijkaardige bepalingen van de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren.

.../...

De Raad van State stelt een tekst voor, die aan deze commissie de bij de wet bepaalde bevoegdheid verleent.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken; hiermede is in de hierna voorgestelde tekst rekening gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE UITVOERING VAN DE WET VAN 9 JULI 1951 HOUDENDE HET STATUUT VAN DE ONDEROFFICIEREN VAN HET ACTIEF KADER VAN DE ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 9 Juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 8, 9, 11, 13, 18 en 21 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 October 1950 tot instelling van de Militaire Commissie inzake geschiktheid en reform en van de Militaire Commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, inzonderheid op artikel 2 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. De examens van onderofficier, bij artikel 2, 1°, van de wet van 9 Juli 1951 bedoeld, omvatten :

1° een door de Minister van Landsverdediging bepaald examen betreffende hun algemene ontwikkeling ;

2° een examen over de militaire en beroepskennis nodig om een betrekking van kwartiermeester te vervullen; de Minister van Landsverdediging bepaalt voor iedere categorie het programma van dit examen.

§ 2. De taalexamens bij artikel 2, 2°, van dezelfde wet bedoeld, omvatten :

1° het examen voorgeschreven bij artikel 8 van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger ;

2° voor de leden van het varend personeel, een examen waarbij zij het bewijs moeten leveren van voldoende kennis van de tweede landstaal om de bevelen op zee te verstaan.

De Minister van Landsverdediging regelt de inrichting van die examens.

§ 3. De candidaat-onderofficier moet in ieder van de examens, bepaald in de paragrafen 1 en 2, de helft van de punten behalen.

§ 4. Van het in § 1, 1°, bepaalde examen worden vrijgesteld de candidaten, die houder zijn van een eindgetuigschrift van middelbare studiën van de lagere graad, of van gelijkwaardige studiën die de Minister van Landsverdediging bepaalt.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Het examen bij artikel 4, 2°, van de wet van 9 Juli 1951 bedoeld, wordt afgelegd op het einde van de cursussen in de korpsen ingericht en loopt over de vakken gemeen aan de leerplannen van de vierde klasse in de koninklijke athenea en van de derde klasse in de Rijksmiddelbare scholen.

§ 2. De examens over beroepskennis, in artikel 4, 3°, van dezelfde wet bedoeld, lopen over de militaire en beroepskennis nodig om een betrekking van meester te vervullen; de Minister van Landsverdediging bepaalt voor iedere categorie en specialiteit het programma van het examen.

De onderofficier wiens bevordering in de door hem vervulde betrekking tot de graad van kwartiermeester is beperkt, wordt onderworpen aan een bijzonder examen over beroepskennis, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma bepaalt.

§ 3. De candidaat-beroepsonderofficier moet in ieder van de examens bepaald in de paragrafen 1 en 2 de helft van de punten behalen.

§ 4. De in artikel 4, 4°, van dezelfde wet bedoelde tijd gedurende welke hij gevaren moet hebben, wordt op ten minste twaalf maanden vastgesteld.

Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging kan, de hiërarchische meerderen gehoord, de onderofficier, die bij toepassing van artikel 8 van de wet van 9 Juli 1951 naar het burgerlijk leven terugkeerde, met zijn graad en zijn ancienniteit in het reservekader opnemen.

Artikel 4.-

Voor zover de behoeften van de dienst het vereisen, kunnen de onderofficieren van de landmacht en van de luchtmacht, onder de voorwaarden gesteld in artikel 4 van de wet van 9 Juli 1951, in het korps van de beroepsonderofficieren van de zeemacht worden opgenomen. Zij worden er met hun graad en hun ancienniteit opgenomen en nemen rang na de onderofficieren met gelijkwaardige graad en dezelfde ancienniteit.

Artikel 5.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging kan, de hiërarchische meerderen gehoord, de onderofficier die bij toepassing van artikel 11 van de wet van 9 Juli 1951 eervol ontslag heeft gekregen, met zijn graad en zijn anciënniteit in het reservekader opnemen.

§ 2. Op verzoek van de belanghebbende, kan de Minister van Landsverdediging de onderofficier die eervol ontslag heeft gekregen, in een beschikbare betrekking van het actief kader weder opnemen, indien hij zedelijk en lichamelijk geschikt wordt bevonden, bij zijn vroegere hiërarchische meerderen goed aangeschreven staat en sedert minder dan twee jaar ontslag heeft gekregen.

Die onderofficier wordt onderworpen aan het stelsel van de wederdienstnemingen en komt niet meer in aanmerking voor bevordering.

Artikel 6.-

§ 1. Het koninklijk besluit van 27 September 1935 betreffende de samenstelling van een onderzoeksraad welke gelast is zijn advies uit te brengen nopens de voordrachten tot schrapping uit het korps der beroepsonderofficieren, is van toepassing op de onderzoeksraad bedoeld in artikel 13 van de wet van 9 Juli 1951, behoudens de wijzigingen in de volgende paragrafen bepaald.

.../...

§ 2. De raad werkt in principe ten zetel van de korpsstaf en is samengesteld als volgt :

- een korvettenkapitein of een majoor, voorzitter;
- een luitenant ter zee of een kapitein;
- een vaandrig of een luitenant;
- twee beroepsonderofficieren met een hogere graad of meer anciënniteit dan de beklaagde en, tenzij zulks onmogelijk is, gekozen uit het korps waartoe de beklaagde behoort.

De vaandrig, de luitenant of een van de onderofficieren, naar keuze van de voorzitter, vervult het ambt van secretaris.

De officieren en onderofficieren worden om de beurt aangewezen.

§ 3. In geen geval mogen van de raad deel uitmaken :

a) de officier die het bevel voert over het zeeschip of de administratieve eenheid waarvan de betrokken onderofficier deel uitmaakt;

b) de officieren onder wier rechtstreeks en onmiddellijk bevel de beklaagde geplaatst is;

c) de officier of onderofficier die, bij voorkomend geval, de overtreding aangegeven heeft welke oorzaak is van de straf tengevolge waarvan de beklaagde voor de onderzoeksraad verschijnt;

d) de bloedverwanten en aanverwanten van de beklaagde onderofficier.

.../...

§ 4. Wanneer het onmogelijk is in de krijgsmacht twee onderofficieren met meer ancienniteit dan de belanghebbende te vinden, worden de onderofficier of de onderofficieren, leden van de onderzoeksraad, vervangen door een of twee onderluitenants (aspiranten) of luitenants (vaandrigs), die de Minister van Landsverdediging aanwijst; zij worden bij voorkeur gekozen onder de vroegere leden van het korps der beroepsonderofficieren.

Artikel 7.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 October 1950 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"9° advies uitbrengen over de voorstellen van op non-activiteitstelling om gezondheidsredenen of van op reformstelling van de leden van het korps der beroepsonderofficieren van de zeemacht.".

Artikel 8.-

De Minister van Landsverdediging stelt de ancienniteitstabel van de onderofficieren van de zeemacht vast, een commissie van vijf officieren, die hij uit de drie machten kiest, in haar advies gehoord.

Artikel 9.-

Dit besluit heeft uitwerking met uitzondering van de artikelen 6 en 7, met ingang van 1 Februari 1946.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN 'S KONINGSWEGE.:

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
raadsheren van State
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.